
"NOUS DEVONS APPORTER UNE NOUVELLE COMPRÉHENSION MODERNE DE L'ISLAM "

Abdolkarim Sorouch

Interview de Abdolkarim Sorouch, philosophe iranien par Mouna Naïm Abdolkarim Sorouch, l'un des théoriciens de la révolution islamique en Iran, devenu contestataire vers la fin des années 80, est aujourd'hui considéré comme un dissident par les autorités.

"Quels sont les défis que l'islam doit relever à la fin du vingtième siècle ?

- Le principal défi est le suivant : peut-on réconcilier l'islam et la modernité. Nous faisons face à ce problème depuis au moins cent ans. Nous avons importé les idées occidentales sur la modernité et, depuis, nous avons des problèmes, parce que la vision du monde du point de vue religieux est très différente de celle de la modernité. Nous nous trouvons face à une nouvelle définition de l'homme, de la politique, du gouvernement, à un nouveau concept de la justice, des droits de l'homme, etc. Et nous luttons pour les réinterpréter, les domestiquer.

"Il y a deux écoles parmi les penseurs religieux musulmans : ceux qui pensent que nous pouvons réinterpréter les concepts et les idées modernes pour les accommoder avec les traditions islamiques et ceux qui affirment qu'il n'y a aucun espoir de réconcilier les deux mondes. Si l'on entend par modernité la technologie, alors oui, la réconciliation est facile. Mais certains concepts modernes sont irréconciliables avec l'islam.

- Quels sont ces concepts ?

- Je vais vous donner un exemple. Toutes les religions sont basées sur l'idée d'obligation. L'homme y est conçu comme une créature qui a des devoirs envers son Créateur. La modernité, en revanche, est fondée sur l'idée de droits. Il est très difficile de réconcilier ces deux fondements. Je crois que l'on peut parvenir à des compromis lâches, mais il ne me semble pas aisé de les réconcilier de manière ferme et solide.

- Les musulmans sont-ils donc condamnés à ne pas voir les droits de l'homme respectés?

- Ils ne sont pas condamnés, mais nous ne pouvons pas avoir un système éclectique. Nous devons avoir un système cohérent, construire notre propre système sur des idées compatibles entre elles. La modernité est une totalité et nous ne pouvons pas la faire nôtre. L'islam est aussi une totalité qui appartient au passé. Nous devons apporter une nouvelle compréhension moderne de l'islam, et construire un système pouvant inclure des parts de modernité.

- Du point de vue musulman, les droits de l'homme ne seraient donc pas universels ?

- Le caractère universel des droits de l'homme est la découverte la plus précieuse des temps modernes. Si je dois prendre un élément de la modernité, c'est celui des droits de l'homme. Mais la modernité oublie totalement Dieu et l'au-delà. C'est quelque chose qu'en tant que pratiquants et

penseurs religieux, nous ne pouvons accepter. Le bonheur dans l'au-delà est l'un des éléments les plus importants de la vie d'un être humain. Le bonheur qui n'amène pas l'idée de Dieu est un mirage. L'éthique est l'un des éléments les plus importants de la pensée religieuse. Or, dans la vie moderne, l'éthique est réduite à l'utilité et il n'y est pas question de la vie de l'âme. Tout ceci est irréconciliable avec l'Islam.

- Cela a-t-il un caractère obligatoire ?

- Non. Une religion imposée n'est pas une religion. On ne peut pas forcer les gens à penser comme soi-même. Vous avez le droit d'être séculier, mais si vous êtes religieux, vous êtes conscient de l'au-delà. Et cette conscience doit se traduire dans votre comportement.

- A votre avis, qu'est-ce qu'un gouvernement islamique, une économie islamique ?

- L'économie islamique n'existe pas, comme il n'en existe pas de chrétienne ou de juive. Nous avons des valeurs que nous devons respecter. Elles tiennent toutes dans l'idée de justice. Mais le langage de la religion n'est pas un langage technique, qu'il s'agisse du Coran ou de la tradition du prophète. La mission du prophète était de nous guider dans cette vie pour mériter l'au-delà.

"Un gouvernement islamique est un gouvernement qui dirige des masses musulmanes. Dans une société dont la majorité des gens sont des musulmans, le gouvernement devient naturellement musulman en ce sens qu'il observe les valeurs islamiques. C'est tout. La nature d'un gouvernement, ses fonctions, sont partout les mêmes. Mais il y a des valeurs islamiques qu'un gouvernement doit observer dans une société musulmane. C'est en ce sens, c'est-à-dire de manière accidentelle et non essentielle, qu'un gouvernement est islamique.

- Peut-il pour autant intervenir dans la vie des gens ?

- Absolument pas. Les droits de l'homme doivent être respectés et je reproche parfois à notre gouvernement de ne pas le faire.

- Le principe du "velayat e faquih" [l'autorité religieuse a le dernier mot] est-il la marque distinctive d'un gouvernement islamique ?

- Pas du tout. La théorie du "velayat e faquih" est minoritaire parmi les fouqahas [docteurs de la loi en Islam]. Elle est en vigueur en Iran et c'est la théorie de l'imam Khomeiny. De nombreux autres fouqahas, sunnites et chiïtes, ne partagent pas cet avis. Rien qu'en chiïsme, il existe onze théories différentes. Près de 90 % des fouqahas chiïtes pensent que ce principe n'est pas une partie inévitable d'un gouvernement islamique.

- Peut-on tracer une ligne de démarcation claire entre religion et politique ?

- Dans la terminologie moderne, la politique est la théorie du pouvoir. Si donc, dans une société, la religion est puissante, elle devient inévitablement politique. Dans mon pays, la religion est politique parce qu'elle est aujourd'hui puissante. Si elle s'affaiblit beaucoup, elle ne sera plus politique. Aussi, tout ce qui se dit à propos de la relation ou de la séparation entre politique et religion revient à se demander si la religion est puissante ou non. Le prophète Mahomet a dû prendre des positions politiques contre ses ennemis. C'est pourquoi notre héritage est un islam politique. Ce n'est pas le cas du christianisme. Ce n'est pas dans la nature d'une religion d'être politique ou non. C'est un accident de l'histoire. Le fondamentalisme n'est rien d'autre qu'un islam qui veut se réaffirmer pour prouver son existence. Evidemment, la fin ne justifie pas les moyens.

- Est-il possible de réconcilier islam et démocratie ?

- C'est une nécessité de la vie moderne. Elle est inévitable. Nous devons accepter dans notre société des non-croyants. Ils doivent avoir leur mot à dire, leur liberté, suivre leur propre mode de vie. Le pluralisme est l'un des principaux fondements de mes idées. Le concept de citoyenneté est très important. Les gens ne sont plus des sujets du roi ou des membres d'une communauté religieuse. Ils sont citoyens et doivent être traités en égaux. Certains ici ne connaissent pas le sens de ce mot."

Source : Le Monde Mardi 5 août 97

Reproduced by Hoggar Institute 2008